

*“l’histoire de toute société jusqu’à nos jours n’a été que l’histoire de luttes de classes” ( Karl Marx )*



# Travailleurs <sup>62</sup> !

février/mars 2012

## CHASSER SARKOZY ET A GAUCHE TOUTE !



**N**icolas SARKOZY accentue sa politique en faveur des riches : 1.8 milliards de nouveaux cadeaux d’allègement à l’I.S.F , l’annonce, avec la T.V.A « sociale », de l’exonération des cotisations patronales , la poursuite de la démolition de la fonction publique, avec de nouvelles et massives suppressions de postes dans l’Éducation nationale, par exemple.

Et, dans le même temps, il pense encore pouvoir tromper les gens

avec des promesses, comme il l’a fait début janvier en annonçant son soutien aux salariés de SEA France... avant de les trahir .

Avec le Front de gauche et la candidature de Jean-Luc MELENCHON, le premier objectif des communistes est de débarrasser le pays du clan SARKOZY qui affaiblit la France et ruine son peuple.

Mais rien ne serait pire que de s’en tenir à cela. Il ne suffira pas de changer le locataire de l’Elysée pour en finir avec la logique de l’austérité impulsée par l’Europe de BRUXELLES. Il faudra doter notre pays d’une Assemblée nationale bien ancrée à gauche, avec beaucoup de députés communistes. Mais surtout, il ne faudra pas rester spectateur du changement possible ! C’est pour cela, que dans le cadre du Front de gauche, les communistes lancent le FRONT DES LUTTES.

Comme en 1936, nous ne réussirons le changement, que si les citoyens se mêlent de leur destin. Nous le savons d’expérience, les acquis populaires se gagnent par la

conjugaison des urnes et des luttes. Nous n’obtiendrons le retour de la retraite à taux plein à 60 ans ; de meilleurs salaires et pensions, que par nos luttes ! Et c’est d’elles que dépendront le retour au plein emploi, des services publics modernisés, dégagés de la loi du fric.

C’est par nos luttes, en lien avec un gouvernement de gauche, que nous obtiendrons la nationalisation des banques, la politique de réindustrialisation dont le Pas-de-Calais a tant besoin, le SMIC à 1700 euros par mois...

Le Front de Gauche n’est qu’une étape vers la construction d’un nouveau FRONT POPULAIRE, agissant dans l’appareil d’état et dans la rue.

Front de gauche, Front des luttes, Front populaire de gauche : c’est le moment de prendre parti.

Rassemblés autour de nos valeurs de justice sociale et de solidarité, nous gagnerons les combats du futur.

Hervé Poly

AVEC ET POUR LE  
PEUPLE  
NOS VALEURS :  
L’HUMAIN D’ABORD !

**CIVILISATIONS...**





## L'EUROPE ALLEMANDE

**La** chancelière allemande, Madame MERKEL est venue à Paris adouber Sarkozy comme candidat à la présidence de la République française.

MERKEL-SARKOZY, le couple infernal de la droite européenne ultra-libérale, qui saccage les droits des salariés sur son passage.

Ils veulent imposer une réforme des traités européens qui permettrait à BRUXELLES d'imposer aux États leurs choix budgétaires et économiques. Entendez par là, des politiques d'austérité systématiques, modèle grec. Mais la France n'est pas la Grèce.

Jamais notre peuple ne laissera l'Allemagne choisir notre président à sa place, pas plus que l'orientation économique de notre pays ! Sarkozy est une honte pour l'indépendance nationale et madame MERKEL pour l'Allemagne et son peuple !!!

**Alors dégageons les et vite !!!**

## FAURECIA AUCHEL

Les salariés n'entendent pas laisser tirer un trait sur leur usine. On peut produire à AUCHEL, et l'accord signé avec la direction prévoyait la réindustrialisation du site. Le risque est réel, faute d'investissements de voir l'usine fermer définitivement en 2015. René Hocq a interpellé Sarkozy, sans réponse bien sûr. Et les salariés, avec la CGT, ont décidé d'engager une procédure judiciaire contre FAURECIA, avec l'aide de l'avocat des TRAVAILLEURS, Fiodor Rilov.

## BRIDGESTONE À BETHUNE

Huit jours de grève fin janvier à l'assemblage. La lutte portait sur la rémunération des ouvriers qui assemblent les pièces, et qui sont payés au rendement. En gros, les gars ont un objectif de production chaque jour, qui peut être difficile à réaliser en cas d'arrêt de production, ce qui arrive souvent. Avant l'informatisation récente du système, ils pouvaient bénéficier de 30 minutes de compensation financière.

Depuis, les salariés ne savent plus ce qu'ils gagnent... ou plutôt ce qu'ils perdent ! Et ça peut représenter 20% du salaire quotidien !

La direction a enfin accepté de revoir le système.

À suivre...



## DU CÔTÉ DES LUTTES

Plusieurs entreprises du Pas-de-Calais ont mené des luttes depuis le début de l'année, sur les salaires, les primes, la pénibilité ou la défense de l'emploi.

### HERTA

#### À SAINT-PÔL/TERNOISE

**Une entreprise qui n'a pas l'habitude de défrayer la rubrique sociale.**



Plus de 850 salariés, la première usine du groupe en France avec plus de 50 000 tonnes produites par an.

En 2011, Herta a vu progresser ses volumes de 6%, ainsi que ses profits. Et pourtant, l'entreprise veut diminuer de 50% l'intéressement aux bénéficiaires et les salaires en 2011 n'avaient progressé que de 2,2% payés en deux fois.

Les salariés ont débrayé pendant plusieurs jours. Les négociations salariales ont été fructueuses: 2% d'augmentation tout de suite et 0,8% en juillet, une prime de 400 euros en avril, et l'embouche de 62 intérimaires cet été.

### APERAM A ISBERGUES

APERAM (exARCELOR-MITTAL) fabrique de l'inox à ISBERGUES. Le groupe APERAM a supprimé 223 emplois en 2011, et est engagé dans un nouveau plan de revitalisation du territoire à hauteur d'1 million 200 000 euros..

L'horizon vient de se charger de nouveau. APERAM comptait racheter la branche inox de THYSSEN-KRUPP (branche rebaptisée récemment INOXUM) et c'est le numéro 1 de l'inox en EUROPE, le finlandais OTOKUMPU qui vient de rafler la mise en mettant 2.7 milliards d'euros sur la table. APERAM et l'espagnol ACERINOX se retrouvent ainsi écartés de cette restructuration essentielle...

Gare aux dégâts collatéraux !

### MERYL-FIBER

#### A SAINT-LAURENT BLANGY

MERYL FIBER est en cessation de paiement. 350 salariés à la merci des banques qui ont bien du mal à ouvrir des lignes de crédit. A quoi servent donc les banques, pour l'économie réelle ? Il est plus que temps de créer un grand pôle financier nationalisé !

# RENAULT AU MAROC ET LES SALAIRES DE L'AUTOMOBILE... A POLE EMPLOI !!!



En plein débat sur le “made in France”, le patron de RENAULT est allé inaugurer une usine géante implantée à TANGER : 6 000 salariés à terme et des coûts salariaux 5 fois inférieurs au salaire minimum français ( 248 euros).

Pour la CGT RENAULT, c'est “l'usine de tous les dangers”. Les deux véhicules qui vont être construits au Maroc sont des SCENIC et des KANGOO “loganisées”, qui vont venir télescoper les parts de marché de RENAULT en cas de réimportation massive. Or plus de 85% de la production marocaine devra être exportée vers l'EUROPE, une sacrée concurrence pour deux modèles fabriqués dans notre région, le monospace SCENIC de RENAULT DOUAI, et l'utilitaire KANGOO produit à MCA MAUBEUGE.

Faut-il rappeler à Sarkozy que l'Etat est actionnaire de RENAULT, que son PDG avait promis en 2009, quand il a reçu 3 milliards de prêts de l'Etat, qu'il maintiendrait l'emploi en France et que depuis cette date, les effectifs à Renault Douai sont passés de 5 800 salariés à 3 000.

Que Renault ou Peugeot fabriquent à l'étranger pour vendre à l'étranger, passe encore, mais là, il s'agit bien d'une délocalisation pour mettre les salariés des usines françaises en concurrence avec ceux de pays à bas coût salariaux.

Les délocalisations ne sont pas une fatalité : taxons les productions délocalisées, réimportées en France, en y intégrant le différentiel de salaires et de cotisations sociales...

**S'ils veulent le marché français, les patrons devront produire en France.**

## ARC INTERNATIONAL : EMPLOI, PENIBILITE : TOUT EST LIE.

ARC INTERNATIONAL a supprimé plus de 6 000 emplois sur son site d'ARQUES. Elle continue dans cette stratégie, en développant ses implantations à l'étranger. Les dernières en date, aux Emirats Arabes Unis, et surtout en RUSSIE. « L'accord de méthode » qui prenait fin en décembre 2011 a été prolongé d'un an. Un an pour supprimer a minima, 150 emplois en « sureffectifs ». L'entreprise ne recrutant plus depuis des années, l'âge moyen des salariés s'élève à 47 ans ! Beaucoup d'ouvriers sont usés, et demandent à partir de façon anticipée pour pallier la pénibilité. L'intersyndicale a relayé cette revendication en organisant une première manifestation fin janvier. « On ne bâtit pas l'avenir avec des gens de 57 ans, usés ;il nous faut des jeunes ». Réflexion de bon sens et oui, l'avenir du site d'ARQUES passe par l'arrivée de sang neuf. Mais quel avenir la direction de l'entreprise lui réserve-t-elle ?

## STORA ENSO A CORBEHEM

On se souvient tous de la restructuration de ce groupe papetier en 2006, où l'usine avait perdu deux de ses trois machines, et plusieurs centaines d'emplois. STORA ENSO, géant mondial du papier veut réitérer l'opération. Il annonce la suppression de 110 postes en EUROPE, sans préciser où, pour le moment. Au delà du contexte de concurrence exacerbée au sein de l'industrie papetière, il apparaît que la restructuration chez STORA ENSO relève d'intérêts financiers dans une perspective de fusions et d'achat d'entreprises à travers le monde.

Il faut obtenir la garantie du maintien du site de CORBEHEM, le plus performant en EUROPE.



## ILS SONT ALLES A L'ELYSEE

Neuf patrons de la région ont été invités à la veille de Noël par Nicolas SARKOZY. Que du beau linge ! Arnaud MULLIEZ, président d'AUCHAN, Marc ROQUETTE, président de ROQUETTE FRERES, Guillaume de FOUGIERES pour ARC INTERNATIONAL, Alain INGBERG, P.D.G de MECCANO, ...etc. Rien n'a filtré sur ce qu'ils se sont dits...élections présidentielles obligent.





# Meeting

jeudi 29 mars 2012

19h

Zénith de Lille

avec :

**Jean-Luc MÉLENCHON**

candidat du front de gauche à l'élection présidentielle

et

**Pierre LAURENT**

secrétaire national du PCF

## NON AUX LICENCIEMENTS BOURSIERS



**Dominique WATRIN**, Sénateur communiste du Pas de Calais a défendu devant le sénat le texte de la proposition de loi contre les licenciements boursiers.

Il aura manqué quatre voix pour qu'elle passe. Raison de plus pour se doter de nombreux députés communistes en juin prochain : ce que le SENAT, encore trop à droite (bien que présidé par un socialiste) a rejeté, l'assemblée pourrait elle l'adopter.

Dans les motivations de cette loi, Dominique WATRIN a souligné : « *Selon le gouvernement, ce seraient les cotisations sociales qui plomberaient la compétitivité des entreprises. Pour nous, ce sont d'abord et avant tout les appétits des actionnaires. Preuve en est que si la valeur des actions du CAC 40 a fait un bon de plus de 13% entre 2009 et 2010, ce n'est pas le cas des salaires.* »

Avec cette loi, les sénateurs communistes entendent inverser la vapeur « *si les entreprises disposent de suffisamment de ressources financières pour rémnérer le capital, alors il faut capter cet argent et le diriger en direction de l'investissement et du maintien de l'emploi.* »

Rien que du bon sens,  
n'est-ce pas monsieur MITTAL ?

### LE TEXTE DE LA PROPOSITION DE LOI COMMUNISTE

#### Article 1er

« Est réputé sans cause réelle et sérieuse le licenciement pour motif économique prononcé par une entreprise qui a distribué des dividendes au titre du dernier exercice comptable écoulé »

« Le salarié auquel un licenciement pour motif économique a été notifié peut saisir l'inspection du travail afin qu'elle vérifie si le licenciement peut être prononcé en application de l'alinéa précédent. »

#### Article 2

« L'établissement ou l'entreprise qui bénéficie d'aides publiques, sous quelque forme que ce soit, ne les conserve que s'il ne réalise pas de licenciement pour motif économique interdit (par l'article précédent). A défaut, il est tenu de rembourser la totalité des aides perçues aux autorités publiques qui les ont octroyées, selon les modalités fixées par décret en Conseil d'Etat. »

Pour faire le choix  
de l'humain

Pour combattre  
la droite

pour continuer le  
Front de Gauche

**J'ADHÈRE !**

NOM : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

E.mail : ..... tel : .....

A retourner à : FEDERATION DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS DU PAS DE CALAIS,  
66 Rue de la Gare 62305 Lens cedex,  
ou à un(e) militant(e) de votre ville.